

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Démocratie électronique et citoyenneté virtuelle

Van Bastelaer, Béatrice; Lobet-Maris, Claire

Published in:
Inside Internet

Publication date:
1999

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Van Bastelaer, B & Lobet-Maris, C 1999, 'Démocratie électronique et citoyenneté virtuelle', *Inside Internet*, Numéro Summer, p. 102-107.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Démocratie électronique et citoyenneté virtuelle

Nos démocraties représentatives sont aujourd'hui en crise. Pour certains, elles souffrent avant tout d'un défaut de citoyenneté, pour d'autres c'est la défaillance de nos institutions démocratiques et administratives qui est en cause. Face à cette crise, la tentation est grande de voir dans des technologies qui facilitent la circulation et la communication de l'information des pistes de solution au déficit démocratique.

Ainsi, les mythes de la citoyenneté renforcée à travers la participation directe des citoyens aux débats démocratiques ou encore celui du rapprochement citoyens - représentants par les vertus de l'interactivité se sont-ils progressivement imposés dans le vocabulaire mobilisateur de "démocratie virtuelle". Par-delà les mythes, cet article veut s'intéresser, avant tout, à la réalité: en s'interrogeant sur les liens qui unissent information, opinion, démocratie et citoyenneté et en étudiant les opportunités et les limites des usages possibles des technologies de l'information et de la communication pour un renouveau démocratique.

Discours, utopie et limites

Face à la crise actuelle de la démocratie, la solution réside-t-elle dans les technologies de l'information et de la communication? Pour certains, l'apport des technologies de l'information et de la communication au renouveau de la démocratie est indéniable. Ainsi, le vice-président Al Gore lors de son discours à l'IUT en 1994 sur les enjeux d'une infrastructure mondiale d'information (Global Information Infrastructure -

GII) déclare-t-il: "La GII ne se veut pas seulement image de la démocratie. Elle contribuera en fait à améliorer le fonctionnement de ce type de régime, en renforçant considérablement la participation des citoyens à la prise de décision. Et elle développera aussi énormément les capacités des nations à coopérer les unes avec les autres.

Je vois un âge démocratique digne d'Athènes émerger des nouveaux forums qu'ouvrira la GII".

Pour d'autres, ces discours tiennent de l'utopie. «Dans un monde orphelin de grandes utopies politiques, l'utopie technicienne sert de monnaie d'échange...» (Mattelart).

Pour Philippe Breton, le grand défaut de ces utopies est d'apporter une réponse strictement technique à des problèmes qui ne le sont pas. L'auteur souligne encore que ce n'est pas la première fois que la technique vient jouer le rôle de succédané dans un contexte de défaillance du politique.

Ainsi, durant la première moitié du 19^{ème} siècle, le chemin de fer avait-il déjà

suscité les mêmes enthousiasmes politiques. Les thèses de Michel Chevalier (1832, cité par Mattelart) visaient à démontrer que le chemin de fer n'allait pas seulement réduire les distances physiques entre les hommes mais aussi, par l'amélioration de la communication entre les hommes, diminuer la distance entre les classes sociales.

Quelques années plus tard, face à une conscience politique traumatisée par l'holocauste nazi, Dominique Dubarle (1948, cité par Breton) fait, dans le Monde, une véritable apologie politique de l'ordinateur, et «se prend à rêver à un temps où une machine à gouverner viendrait suppléer (...) l'insuffisance aujourd'hui patente des têtes et des appareils coutumiers de la politique».

Outre ces deux exemples, on aurait pu citer le télégraphe optique (fin du 18^{ème} siècle), le cinéma (début du 20^{ème}), les réseaux de radiodiffusion (1934), la télématique (années 70) ou les autoroutes de l'information (1994-1995).

Au cœur des discours utopistes sur les vertus démocratiques des technologies de l'information et de la communication, on retrouve un certain nombre de postulats sur lesquels il convient de s'interroger.

Tout d'abord, ces discours mettent en avant l'idée d'un retour vers le principe originnaire de la démocratie directe ou encore insistent sur le fonctionnement "idéal" de l'agora grecque. Comme nous l'avons souligné plus haut, ce système reste considéré comme un idéal à atteindre surtout et peut-être parce qu'il est irréalisable dans le monde réel et

demeure donc paré de toutes ses vertus théoriques. Il importe de souligner le contexte de cette agora grecque qui nuance quelque peu l'image idéale qui y est souvent jointe. On pense notamment à la complexité réduite des matières à traiter ainsi qu'à l'exclusion des esclaves et des femmes. En outre, comme le souligne très justement R. Stagliano, "une chose est certaine, cette ligne directe avec le peuple peut avoir des effets per-

L'information nourrit l'opinion mais ne s'y substitue pas.

surfant sur la vague des émotions populaires, sous le coup d'événements hypermédiatisés... L'interactivité immédiate perd son contenu et se transforme en dangereux multiplicateur de stupidité".

Le second postulat sur lequel repose l'utopie technicienne réside dans le lien trop simpliste posé entre information et démocratie. Selon Dominique Wolton, entre ces deux termes, se situe une notion intermédiaire indispensable au débat démocratique, à savoir l'opinion: «une opinion n'est pas seulement la somme d'informations accumulées.

C'est cela plus des valeurs, des stéréotypes, des représentations, des préjugés. Bref, une opinion est toujours un élément composite, même si son expression se ramène parfois à quelque chose de simple. En tout cas, une opinion se forge lentement et ne se réduit pas à une accumulation d'informations».

Réduire les opinions à une somme d'informations est donc beaucoup trop simpliste et penser que la démocratie pourra être renforcée par un meilleur accès de tous à l'information relève de l'utopie. La preuve en est aujourd'hui

qu'avec l'avènement des médias et leur mondialisation, nous sommes littéralement confrontés à une overdose d'information: nous n'avons jamais été autant informés, nous n'avons jamais eu autant de moyens de nous informer. Or, nombre d'entre nous se sentent impuissants à exercer leur "métier de souverain". L'information nourrit l'opinion mais ne s'y substitue pas.

Le lien entre information et démocratie et l'accent mis aujourd'hui sur l'information comme condition d'une participation au débat démocratique provo-

DMA

Le site Web d'Anvers, Digitaal Metropolis Antwerpen, fait partie d'une politique générale de la ville comme l'indiquent un de ses slogans "une ville où le citoyen se sent de nouveau chez lui" et le plan stratégique pour la ville d'Anvers. DMA existe depuis 1995 et s'est inspirée de sa voisine, Amsterdam (De Digitale Stad). Les deux initiatives étaient très proches au début, si ce n'est qu'elles n'émanaient pas des mêmes personnes (associations socio-culturelles et techno-politiques à Amsterdam, autorités communales et Telepolis à Anvers). DMA a rapidement pris son autonomie par rapport à Amsterdam et est très

différente maintenant. Telepolis, le centre informatique de la ville et du port d'Anvers, joue un rôle important dans le développement de DMA. Outre le nombre important d'informations proposées par les autorités (déclaration de politique communale, décisions du conseil communal, fonctionnement des services administratifs...) et par les habitants au sein des quartiers thématiques, DMA se distingue par son intégration dans une réflexion organisationnelle sur le fonctionnement et le rôle de l'administration locale par rapport aux citoyens. Récemment, l'idée de guichet électronique a été introduite.

<http://www.dma.be>

Amnesty International

Le site belge d'Amnesty International propose un certain nombre d'informations sur l'organisation mais aussi la présentation des campagnes du moment et souligne l'intérêt de la rapidité du réseau Internet et de la diffusion d'informations dans le cas d'actions urgentes qui nécessitent d'intervenir rapidement.

Amnesty International:

<http://www.creativem.com/AI/>

Amnesty International Belgique

Francophone:

<http://www.aibf.be/default.html>

Amnesty International Vlaanderen:

<http://www.aivl.be>

quent encore un autre effet, celui de confisquer le jeu démocratique entre les seules mains de ceux qui savent, de ceux qui ont l'information. En d'autres termes, ce dont il est question ici est une certaine dérive technocratique du jeu démocratique, une dérive très perceptible aujourd'hui et qui voit les oppositions se stigmatiser non pas autour de valeurs ou d'opinions divergentes mais entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. La démocratie n'est pas non plus seulement une question de savoir. Elle est - et il faut le répéter - d'abord et avant tout une question d'objectifs de société et d'intérêt général sur laquelle il peut y avoir divergence d'opinions et débat de société. Sur ces objectifs et sur cette notion d'intérêt général, tout citoyen, quel que soit son degré d'information et de savoir peut avoir une opinion. Et quand, dans la foulée des utopies techniciennes, on stigmatise comme seul danger pour la démocratie le fossé qui risque de se creuser entre "information have" et "information have not" ou "information rich" et "information poor", on ne fait, nous semble-t-il, que relever un peu plus les barrières symboliques à l'entrée du citoyen dans le débat démocratique.

Athénée Royal de Marchienne-au-Pont

Le site Web de l'Athénée Royal de Marchienne-au-Pont s'inscrit dans un projet plus large de développement du réseau à large bande en région carolorégienne (Internet Carolo). Au sein de ce projet et plus particulièrement du volet démocratie, l'Athénée Royal de Marchienne-au-Pont décline ce thème sous différentes facettes: apprentissage de la démocratie en interne (élection des délégués de cours...), compré-

hension de la notion de démocratie (les racines de la démocratie) et application du concept de démocratie à différents thèmes (science, sport, racisme, Internet, censure, PME, tolérance, violence). Le projet "Démocratie et censure" par exemple illustre l'intérêt d'utiliser le Web pour recueillir de l'information sur ce sujet via l'utilisation d'un questionnaire en ligne et de présenter les avis des élèves du cours de morale, avis excessivement nuancés pour la plupart. <http://www.rlb.igretec.be/~arm/>

Cybercrate

Le Web est depuis quelques mois concrètement utilisé pour permettre à l'électeur de contrôler le travail des parlementaires, de ses élus, en analysant celui-ci, en suivant les débats sur tel ou tel projet de loi. L'utilisateur du site peut en effet sur un sujet donné voir qui a voté et comment. Le site répercute également un certain nombre de pétitions électroniques et d'autres actions citoyennes qui tentent d'utiliser le réseau comme moyen d'action. Ce site permet donc d'analyser le comportement des partis et des parlementaires, de voir qui n'a pas suivi la consigne du parti, d'obtenir le compte-rendu des séances mais aussi de pouvoir échanger sur certains thèmes liés à la vie politique au sein d'un forum de discussion.
<http://axismundi.org/cybercrate>

Apports possibles

Les technologies de l'information et de la communication ne peuvent résoudre à elles seules le malaise profond de notre démocratie que nous venons d'identifier. Cependant, un certain nombre d'initiatives existantes montrent que ces technologies peuvent jouer un rôle à différents niveaux: formation des opinions, relais de celles-ci, suivi des élus et rapprochement entre citoyens et "politiques". C'est ce que nous allons détailler dans cette partie en décrivant quelques expériences concrètes d'utilisation des technologies

Les institutions parlementaires sur le Web

La majorité des institutions parlementaires du pays sont présentes sur le Web et proposent des informations diverses, selon une structure souvent semblable: présentation de l'institution, présentation des membres (adresse, curriculum vitae, parti, participation aux commissions), rôle, composition et agenda des diverses commissions, documents disponibles en ligne, calendrier des activités passées et à venir... Le site du Sénat permet en outre, via plusieurs bases de données, d'effectuer une recherche multi-critères sur des questions écrites ou, via la base de données SENLEX, de s'informer sur l'état d'avancement des dossiers législatifs.

de l'information et de la communication susceptibles d'améliorer le fonctionnement démocratique et citoyen de notre pays.

Formation des opinions et formation à la citoyenneté

Dans nos sociétés sur-informées, le vrai problème aujourd'hui n'est pas ce qu'il faut savoir mais ce qu'il faut penser! (d'après Dominique Wolton, 1993)

Dans le point précédent, nous avons souligné le lien trop simpliste posé entre information et démocratie et la différence entre information et opinion.

Le pouvoir des technologies de l'information et de la communication, dont Internet, nous semble particulièrement important en ce qui concerne la formation de cette opinion. Ces technologies permettent de trouver l'information nécessaire à la formation de l'opinion, de diffuser information et opinion à d'autres pour participer à la formation de leur opinion et de s'enrichir via la confrontation de celles-ci.

Comprendre le processus de formation des opinions en l'expérimentant est un des meilleurs moyens de renforcer la conscience citoyenne et donner à chacun le savoir nécessaire à l'exercice de sa responsabilité politique dans le devenir démocratique de notre société. Longtemps rangée aux oubliettes de

l'histoire éducative, la formation civique et citoyenne commence à refaire son apparition dans l'enceinte des écoles. Partout en Europe, des projets éducatifs à une citoyenneté plus responsable voient le jour et s'inscrivent dans une volonté claire et affirmée du monde politique de revivifier les bases de la démocratie par la jeunesse. Cette formation passe non seulement par des cours d'éducation civique et politique (connaissance des institutions, analyse du fait politique, etc.) mais aussi par de nouveaux modes de gestion des établissements scolaires basés sur l'autonomie responsable de chaque acteur de l'enseignement, enseignant comme élève.

Comme souligné plus haut, les technologies de l'information et de la communication peuvent ici jouer un rôle important et ciblé. La vague du multimédia qui déferle aujourd'hui sur nos écoles à travers différents projets régionaux, communautaires et fédéraux de connexion et équipement des écoles pose avec acuité la question de l'usage éducatif qui pourra être fait de ces technologies et de leur insertion dans un projet pédagogique cohérent.

Relais des opinions et force collective
«Le citoyen aujourd'hui est un géant en matière d'information et de consommation, et un nain en matière d'action» (Dominique Wolton, 1993, p. 231)

Une fois l'opinion formée, ou en voie de formation, les technologies comme Internet offrent une possibilité de relais et de diffusion, parfois dans une perspective de contre-pouvoir.

De nombreux exemples existent pour montrer que l'usage d'Internet peut donner à des associations une force collective les rendant capables de peser sur des décisions d'intérêt général.

Un grand nombre d'organisations non gouvernementales de par le monde se sont saisies des opportunités offertes par Internet pour donner une force collective plus importante à leur revendication. Ainsi, en est-il du réseau d'Amnesty International, qui permet un

échange d'informations rapide et efficace entre les différents bureaux locaux et une réaction rapide et massive à des situations où les droits de l'homme sont menacés.

Le réseau APC - Association for Progressive Communications - nous donne un autre exemple. Ce réseau, souligne Carlos-Alberto Afonso, rassemble une communauté virtuelle internationale de quelque 20.000 organisations non gouvernementales dans plus de 100 pays. Très actif, l'APC structure un échange électronique permanent entre les membres sur des thèmes tels que l'écologie, les droits de l'homme, la santé ou encore le syndicalisme. L'APC a notamment joué un rôle crucial dans l'animation du processus démocratique qui a soutenu "le sommet de la terre" à Rio en 1992 et la conférence internationale sur les droits de l'homme à Vienne en 1993 en diffusant à travers le réseau et en temps réel les principaux textes de ces conférences et en structurant les réactions reçues de la part des ONG.

Pour maximiser l'efficacité de ce type d'utilisation, il convient de souligner deux éléments. Premièrement, le réseau ne crée pas vraiment le lien social mais il permet de rendre plus efficace et plus rapide l'action de ceux qui sont déjà solidaires dans une cause commune. Il s'appuie souvent sur un réseau de relations existants. Ensuite, il nous semble que l'action politique, fut-elle alternative dans sa manière d'agir, demande une structuration nécessaire à la gestion des débats et au suivi des revendications. A ce niveau aussi, le réseau ne peut faire l'économie d'associations et d'organisations déjà formées à la conduite de processus démocratique.

Suivi des élus et citoyenneté attentive
Dans nos démocraties représentatives, tout se passe comme si les élections étaient un vaste processus de désresponsabilisation des citoyens au profit de leurs représentants... dont c'est le métier (d'après Béatrice van Bastelaer et Claire Lobet-Maris, 1998)

Le contrôle des institutions et le suivi des élus sont un élément important du

processus démocratique. Dans les faits, on trouve encore peu d'usage des technologies de l'information et de la communication permettant d'effectuer ce contrôle en donnant la possibilité aux citoyens de rester attentifs.

Les sites Web des différentes institutions comme le Sénat ou la Chambre des représentants au niveau fédéral mais aussi quelques initiatives régionales par les informations qu'ils fournissent sont un exemple permettant aux citoyens d'obtenir des informations et de participer au contrôle des institutions.

Dans notre pays, outre les nombreuses informations proposées sur les sites officiels de nos institutions démocratiques, un outil intéressant et original, Cybercrate, permet de consulter et d'analyser les votes des parlementaires et, entre autres, de trouver le parti ou le représentant le plus proche des opinions personnelles du citoyen.

Rapprochement entre citoyens et "politiques"

Citoyens et hommes politiques ne se comprennent plus, ne s'entendent plus, ne s'intéressent plus aux mêmes choses (d'après Léo Scheer, 1994)

Lorsque l'on évoque l'utilisation des technologies de l'information dans un

processus démocratique, on pense fréquemment à la possibilité offerte aux citoyens de contacter plus facilement leurs représentants en utilisant un système de courrier électronique par exemple. Il semble en effet plus facile, pour diverses raisons dont l'aspect moins officiel, moins protocolaire de cet outil, l'impression de proximité avec l'interlocuteur électronique, d'envoyer un message à un homme politique par le réseau que de lui envoyer une lettre.

C'est sans doute au niveau local que ce rapprochement est le plus facile à mettre en œuvre et cela explique peut-être l'expansion du phénomène des villes virtuelles qui proposent, principalement sur le World Wide Web, un certain nombre d'informations relatives à la ville: informations économiques, touristiques ou administratives (possibilité de remplir en ligne une demande de formulaire, de consulter les décisions du conseil communal). Les villes qui proposent des services administratifs en ligne réellement utiles et pertinents sont encore peu nombreuses. Anvers et, à un niveau plus restreint, la commune de Geer, sont deux exemples de ville virtuelle qui offrent un certain nombre d'applications permettant d'améliorer le fonctionnement démocratique et citoyen de la ville.

Geer

Le contexte de Geer, petite commune de la Hesbaye liégeoise, et sa taille (2500 habitants) diffèrent totalement de DMA. Un point important les rapproche: le fait qu'on les présente de plus en plus comme des exemples à suivre en la matière. Geer bénéficie d'un financement de la Région Wallonne dans le cadre des PROAGEC (programme d'aide à la gestion des communes). Le site Web officiellement inauguré en juin 1998 a été développé sur l'initiative et en collaboration avec l'intercommunale liégeoise AII. Le contenu du site a été défini suite à une concertation entre les responsables communaux et les partenaires privés ainsi qu'après consultation de la population, ce qui est suffisam-

ment rare pour être souligné. Un questionnaire simple a été envoyé à la population pour lui permettre d'exprimer son opinion et ses attentes. Plus de vingt formulaires administratifs sont accessibles en ligne. La législation en vigueur en matière de dématérialisation des documents, de paiement et de signature électronique ne permet pas encore de supprimer tout déplacement pour obtenir ces documents mais elle restreint le nombre de démarches. Les citoyens peuvent en effet faire leur demande de document via le site et sont avertis par courrier électronique quand le document est disponible et combien il leur en coûtera.

<http://www.geer.be>

Les différentes possibilités de rapprochement entre le citoyen et l'Etat vont peut-être changer la perception que chacun a de l'autre. Elles pourraient donner l'impression au citoyen que l'administration et les hommes politiques entendent davantage et peut-être mieux ses questions et demandes diverses. Ce possible rapprochement pourrait également changer l'image que l'homme politique se fait du citoyen, celle d'un électeur souvent passif qui ne se manifeste qu'une fois tous les quatre ou six ans et auquel il faut seulement rendre des comptes à ce moment-là. Comme le souligne Stagliano, l'information accessible à tous soumet la classe politique à une pression constante. Il y a cependant encore trop peu d'expériences concrètes dans notre pays d'utilisation du courrier électronique et du Web par les hommes et partis politiques - même si la plupart des partis ont un site sur Internet - pour évaluer les conséquences de ces usages sur les perceptions mutuelles.

Les partis politiques sur le Web

Rares sont les partis politiques belges qui ne disposent pas à l'heure actuelle d'un site Web. On y trouve souvent le même type d'informations, pas nécessairement à destination des militants, souvent déjà sur-informés, mais plutôt des non-militants que les partis touchent parfois plus difficilement. On y décrit le parti, sa structure, sa doctrine ou ses textes fondateurs, on y liste ses représentants par région ou par niveau de pouvoir, on y propose les documents des centres d'étude des partis ou certains dossiers, on y liste les principales activités du parti et, souvent, on y trouve un certain nombre d'informations plus générales, par exemple sur la démocratie, et des liens vers les institutions démocratiques du pays, les principaux organes de presse ou les sites des partis étrangers de même tendance. Certains partis proposent des forums de discussion ou comptent le faire dans un proche avenir mais ce n'est pas encore la règle peut-être parce que cela demanderait un travail de suivi des discussions. On peut parfois s'affilier en ligne et envoyer un courrier électronique pour demander de plus amples informations ou pour poser toute sorte de questions, souvent plus techniques que le

Limites et dangers de la technologie

Même si, dans certains cas, les technologies de l'information peuvent s'avérer utiles pour renforcer ou ranimer la démocratie et la citoyenneté, les technologies elles-mêmes ont des limites. En outre, un recours systématique à la technologie peut s'avérer dangereux.

La première et la plus importante de ces limites à la technologie concerne l'accès à ces technologies. Nous développerons cet aspect dans les recommandations.

Une autre limite, voire un autre danger, de ces technologies est liée à la notion d'interactivité - immédiate - qu'elles véhiculent. Il nous semble important de réfléchir à ces notions de temps réel, d'immédiateté et d'interactivité. Comme le souligne très justement Kenneth Hacker, l'interactivité concerne la manière dont «des messages sont étroitement reliés dans une séquence

courrier papier ou plus «politiques». Dans certains partis et sur certains sites, ces courriers reçoivent un message automatique de confirmation et les réponses plus détaillées aux questions sont de plus en plus, sauf quand il s'agit de demande de document papier, envoyées de manière électronique. Mais il ne s'agit pas d'une règle bien définie. Enfin, dans la plupart des partis, il n'y a pas encore de structure organisationnelle précise pour traiter les demandes électroniques et pour permettre une réelle interactivité, vraisemblablement suite au fait que la fréquentation de ces sites par les citoyens n'a pas encore atteint une masse critique d'utilisateurs suffisante pour justifier l'investissement en temps et en moyens requis par une organisation spécifique.

Partis démocratiques francophones

PS: <http://www.ps.be> - PSC:

<http://www.psc.be>

Ecolo: <http://www.ecolo.be> - Fédération

PRL-FDF-MCC: <http://www.prl.be>

Partis démocratiques néerlandophones

SP: <http://www.sp.be> - CVP:

<http://www.cvp.be>

Agalev: <http://www.agalev.be> - VLD:

<http://www.vld.be>

d'échange de messages¹». Pour l'auteur, envoyer un courrier électronique au Président Clinton ou recevoir une formule automatique de réponse n'a rien d'interactif. Par contre, recevoir un message qui répond très clairement à une question posée plus tôt et qui y fait clairement référence est interactif. Pour Hacker, sans interactivité, les réseaux ne sont qu'un autre moyen unilatéral et vertical de diffuser de l'information. En outre, le temps réel, l'interactivité, l'immédiateté peuvent devenir des armes, notamment dans le monde politique, si elles sont utilisées par des groupes de pression, capables d'organiser des «expéditions technologiques punitives contre des adversaires politiques» (Stagliano). Comme le dit très justement Giovanni Sartori, cité par Riccardo Stagliano, «l'interactivité immédiate (...) se transforme en dangereux multiplicateur de stupidité». De manière générale, l'interactivité n'est pas un concept purement technique mais un processus organisationnel qui nécessite une réflexion et des mesures adéquates.

Un autre danger de ces types de démocratie est de simplifier à l'extrême le processus d'implication du citoyen dans la vie politique, comme nous l'avons souligné plus haut à propos des contre-pouvoirs. Appuyer sur un bouton et choisir telle ou telle proposition par le biais d'un référendum électronique, n'est pas la démocratie car il n'y a pas de discussion des idées de chacun; pour Giovanni Sartori, cité par Stagliano, il ne s'agit que d'une manifestation de volonté. Même si ce type d'usage peut avoir des effets positifs sur les perceptions que les citoyens ont des hommes politiques et réciproquement et peut inciter davantage de personnes à demander des comptes à leurs représentants, à manifester leur volonté, il n'y a pas réellement d'engagement politique de la part des citoyens. Or ce manque d'engagement est justement un problème actuel de notre démocratie, rencontré par la plupart des partis politiques. Les gens ne veulent plus ou n'osent plus s'engager politiquement et prendre leurs responsabilités à ce niveau.

Les technologies de l'information et de la communication peuvent également

être dangereuses par la «désincarnation de la communication» qu'elles véhiculent, par cette «communication sans sens» qui peut entraîner un certain nombre de conséquences sur la nature même des communications et peut parfois faire fuir les participants à ces discussions virtuelles. En effet, ce type de communication désinhibe les utilisateurs dont certains osent dire sur le réseau, dans une communication électronique, des choses qu'ils n'oseraient jamais exprimer dans un face à face. Ceci peut parfois se révéler positif mais entraîne souvent un certain nombre de désagréments qui handicapent la relation.

Recommandations

Un des principaux objectifs d'Agora 98 est d'émettre un certain nombre de recommandations concrètes et réalisables dans le domaine de la démocratie électronique et de la citoyenneté virtuelle. Sur base de la vingtaine de recommandations qui ont été émises par les membres de l'atelier, nous reprenons ici celles qui nous semblent prioritaires.

Développer une politique volontariste et innovante en matière d'accès

A l'heure actuelle, seul un faible pourcentage de la population (environ 4% en Belgique¹) est connecté à Internet. En outre, les inégalités entre le Nord et le Sud de la planète dans ce domaine sont flagrantes. Le «peuple virtuel», dans notre pays comme dans de nombreux autres pays, est jeune, souvent masculin et relativement bien qualifié². Ce qui pose question quant à la représentativité de ce citoyen virtuel. Peut-on parler de société de l'information quand autant de citoyens en sont exclus? Il nous semble primordial de rapidement développer des solutions volontaires, efficaces et innovantes en la matière: bourses d'échange pour matériel obsolète, formules de leasing, avantages fiscaux (diminution du taux de TVA sur les PC, exonération de certaines taxes pour les entreprises qui recyclent leur matériel), magasins tels qu'Oxfam Informatique, centres publics d'accès...

Mener une politique cohérente en matière d'écoles et de formation des jeunes aux nouveaux médias

L'école est le lieu démocratique par excellence pour œuvrer progressive-

ment à l'entrée de tous dans la société de l'information. Nous recommandons une cohérence et non une concurrence dans les politiques menées au niveau de l'équipement et de la connexion des écoles à Internet ainsi qu'une réflexion profonde sur un usage pédagogique et citoyen des technologies de l'information et de la communication à l'école. En outre, la formation des jeunes aux nouveaux médias, éducation à l'utilisation mais aussi apprentissage d'un certain recul par rapport à la technologie, nous semble capitale. Pour ce faire, il importe, entre autres, de soutenir le travail actuellement réalisé par le Conseil de l'Education aux Médias.

Former le monde politique et administratif aux nouveaux modes de communication

Souvent pour des raisons d'image, de modernité et d'attrait, les partis politiques, les administrations et les gouvernements ont aujourd'hui presque tous un site Web.

Ceci est un premier pas vers une utilisation démocratique de ces technologies par le monde politique et administratif. Néanmoins, derrière l'interactivité présentée comme une preuve du rapprochement entre citoyens-politiques-administrations, derrière la vitrine qu'est le site Web, il importe de réfléchir aux conséquences de ce nouveau mode de communication et de relation sur le plan politique comme organisationnel.

Favoriser la diversité culturelle en encourageant la création de contenus

La domination de la culture nord-américaine sur Internet est un fait acquis. La présence de contenus privés ou commerciaux est en train de s'accroître. Face à ces deux menaces, les institutions publiques doivent œuvrer dans le sens du maintien de la diversité des cultures et des opinions notamment en organisant progressivement la mise à disposition via les technologies de l'information et de la communication de la masse importante d'informations dont elles sont dépositaires mais également en encourageant, notamment auprès de la jeunesse, par diverses mesures, financières et autres, la création de contenus variés et d'applications qui défendent nos cultures.

Organiser une plate-forme d'échange d'expériences et un observatoire des usages démocratiques des NTIC

C'est notamment de l'échange d'expériences que naissent de nouvelles idées. A cet égard, il nous semble important que des plates-formes d'échanges d'expérience à tous les niveaux (ville, administration, initiative citoyenne et démocratique) soient mises sur pied pour montrer les usages potentiels des technologies de l'information et de la communication et pour accroître la visibilité des initiatives existantes dans une optique de sensibilisation des utilisateurs potentiels, citoyens comme administrations.

Claire Lobet-Maris³ & Béatrice van Bastelaer⁴

1. Cf. étude GRID-Toon Lowette citée dans le Soir (Cyrus Pâques, "Boom très timide pour le Net").

2. Inside Internet, "Qui sommes-nous? Le Net en chiffres", n°13, avril 1998, p. 10.

3. Claire Lobet-Maris (clobet@info.fundp.ac.be) est docteur en sciences du travail, secrétaire académique et professeur à l'Institut d'Informatique des Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix de Namur. Elle est également co-directrice de la CITA, Cellule Interfacultaire de Technology Assessment, des Facultés de Namur, cellule de recherche interdisciplinaire spécialisée dans l'évaluation des technologies de l'information et de la communication.

4. Béatrice van Bastelaer (bvanbastelaer@info.fundp.ac.be) est maître en économie et assistante à l'Institut d'Informatique des Facultés de Namur. Elle est également coordinatrice de recherches à la CITA.

Ce texte est issu d'une réflexion commune menée au sein de l'atelier "Démocratie et citoyenneté" dans le cadre d'Agora 98, les Assises de la Société de l'Information, initiative du Ministre Di Rupo, de Ministère des Affaires Economiques, de l'Institut Belge des Postes et Télécommunications (IBPT) et de Fabrimetal. Cet atelier a regroupé une trentaine de personnes de formation et de provenance diverses (monde associatif, politique ainsi que de la presse et de la recherche).

Le présent texte, dans sa version intégrale, ainsi qu'une bibliographie sont disponibles en ligne sur le site d'Inside Internet (www.insideinternet.net)